

23 juin 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Merci beaucoup. Cher Président, cher Cyril, merci infiniment d'abord de m'accueillir aujourd'hui dans votre pays. Je voulais vous dire combien j'en étais heureux et honoré de votre de votre présence, je le disais à Paris dans des temps qui sont si agités pour nous tous, pour la conférence sur le financement des économies africaines.

Je suis pour ma part à la fois honoré et ému d'être parmi vous aujourd'hui. Honoré parce que c'est une visite importante pour notre pays. J'ai pu répondre à votre invitation et plus que jamais, nous l'avons vu et je vais y revenir, nous avons décidé d'œuvrer sur beaucoup de sujets en commun, à la fois bilatéraux et régionaux et multilatéraux.

Ému aussi parce que la relation avec votre pays, et ce que votre pays représente, et nous l'avons vu en arrivant, et ces marches seules, en quelque sorte, disent une part de cette histoire. C'est aussi au cœur de ce que j'évoquais tout à l'heure rapidement, c'est-à-dire la capacité qu'a eue et qu'a le continent africain de prendre son destin en main, de mener des batailles qui ont structuré en particulier la fin du XXème siècle et de le faire avec courage, détermination et inspiration. Je sais que l'Afrique du Sud est un pays de mémoire et d'histoire plurielle qui lui aussi a à faire face, on l'évoquait en répondant à la première question, à des histoires multiples de réconciliation, de tradition, mais aussi d'innovation. Je dois dire que je suis très admiratif de la manière dont votre pays, justement, arrive à la fois à faire face aux défis contemporains tout en embrassant cette diversité extrême. Je crois savoir que vous-même vous parlez huit des 11 langues qui font votre pays. Et c'est, à la fois, une source d'inspiration et de respect.

Alors, je crois savoir que dans votre culture, la collectivité et l'ambition ne font qu'un. J'ai entendu dire qu'il existe un mot ancien d'origine khoïsan qu'on appelle Hapo qui signifie le rêve qu'on rêve ensemble en quelque sorte. Et un rêve qui n'existe que tant qu'il est partagé que par la communauté. Et au fond, c'est autour de cette idée-là, de ce concept que je voudrais structurer à la fois ce que nous entendons faire sur le plan bilatéral mais plus largement la manière dont nous entendons mener une grande part de défis du continent ensemble.

On a évoqué avec le Président RAMAPHOSA, et je suis pour ma part convaincu, je vous le disais tout à l'heure que notre défi est d'aider l'Afrique à réussir et en particulier la jeunesse africaine. C'est une formidable opportunité pour le continent. C'est une formidable opportunité d'ailleurs pour la relation euro africaine, mais cela suppose un niveau d'investissement de transformation absolument inédit au moment même où nous vivons des défis que peu de générations ont rencontré. Et donc, notre volonté, c'est d'essayer d'embrasser ensemble ces questions.

Le premier point, c'est comment on arrive ensemble à transformer le niveau et la nature de la coopération en matière économique, budgétaire, financière entre l'Afrique et le reste du monde ? C'était l'objet de la conférence de Paris la semaine dernière et ensemble, nous poussons cette idée que la communauté internationale doit se mobiliser pour aider l'Afrique entre aujourd'hui et 2025 à avoir au moins ces 290 milliards de dollars de financements dont nous savons que c'est, si je puis dire, la conséquence de la crise COVID. C'est le minimum minimorum. Et donc, c'est l'initiative de l'émission de droits de tirage spéciaux du FMI de 650 milliards, la réallocation au maximum par tous les pays les plus riches. La France s'y est engagée pour que cela représente au moins 100 milliards pour l'Afrique.

C'est ensuite la mobilisation d'une restructuration des dettes africaines dans un cadre commun et partagé, mobilisant l'ensemble des bailleurs pas simplement occidentaux, mais l'ensemble des membres du G20 doivent se mobiliser autour de cette initiative et c'est la capacité également à repenser les règles que nous avons aujourd'hui en matière budgétaire avec l'Afrique car les Etats-Unis, la Chine, l'Europe ré-adaptent leurs règles. On ne peut pas vivre avec les règles des années 80 quand on parle du continent africain.

Et puis, c'est notre volonté d'aider le continent africain à développer l'entrepreneuriat privé beaucoup plus fortement en lançant cette alliance pour l'investissement privé. Et c'est d'ailleurs pour cela que Makhtar DIOP, qui était à la tête de la SFI au sein du Groupe Banque mondiale, est à mes côtés aujourd'hui pour permettre justement de mener cette entreprise. Ça c'est, si je puis dire, le cœur pour réussir cette stratégie, avoir une stratégie de financement et ça, on veut le porter ensemble. Et c'est exactement ce qu'on a fait l'année dernière avec ACT-A. Au début de la crise sanitaire, on a dit : il faut une réponse sanitaire, économique, commune.

Ensuite, deuxième élément sur lequel nous avons discuté et qui est au cœur de notre politique, c'est, ce sont les vaccins, la santé. Je ne vais pas revenir sur tous les éléments que j'ai pu donner tout à l'heure dans ma réponse à la question. Mais nous voulons bâtir un partenariat très fort pour accélérer le don de doses, accélérer le transfert de technologie qui va permettre seul d'accroître les capacités de production sur le sol africain de vaccins et trouver une solution au problème de la propriété intellectuelle qui ne doit en rien être un frein. Sur ces sujets, nous prendrons une initiative ensemble en G7, mais dès cet après-midi, nous allons ensemble lancer une série d'initiatives communes pour en particulier apporter des financements à des montées en capacités d'acteurs industriels existants sud-africains. Je ne veux pas oublier, dans ce contexte-là, le reste de la solution en matière de santé. Nous avons décidé d'accroître notre financement vers les systèmes de santé primaires des pays africains. 2 milliards de financement par l'Agence française de développement. Et puis, nous voulons aussi multiplier justement le travail, le partenariat sur les autres sujets du COVID, en particulier les diagnostics, en particulier les éléments thérapeutiques. Et nous aurons là aussi des éléments importants lors de cette visite, avec justement des partenariats franco-africains qui permettent d'aller dans cette direction.

Troisième élément de notre réponse commune aux défis contemporains, de ce nouveau partenariat que nous souhaitons sceller, c'est la question de l'Emploi, en particulier l'emploi des jeunes dans un contexte où il faut réinventer nos modèles de croissance et en particulier où il faut faire face au réchauffement climatique et à la transition énergétique. Sur ce volet, la France, aux côtés de l'Union européenne, est prête à accompagner justement l'Afrique du Sud de plusieurs manières.

D'abord, de manière très concrète, en ayant, en articulant notre agenda international ensemble. Ce qu'on a commencé à faire. En ayant sur la préservation de la biodiversité, la lutte contre le dérèglement climatique, des approches et des initiatives communes.

Ensuite, en apportant justement des financements et des projets en matière d'énergies renouvelables, mais également de nucléaire. Nous avons évoqué tous ces sujets tout à l'heure. Plusieurs entreprises françaises ont d'ailleurs été sélectionnées au mois de mars dernier sur des projets d'énergies renouvelables et nous souhaitons de manière très profonde accompagner la transition climatique de l'Afrique du Sud tout en aidant à maximiser les créations d'emplois en la matière. Nous venons aussi de nous associer dans une même philosophie au lancement de la première émission d'obligations vertes en Afrique du Sud, à hauteur de 200 millions d'euros, ce qui montre cet engagement en faveur de la finance durable et notre volonté de jouer un rôle pour la transition vers une économie bas carbone. Et puis, la France, qui est un partenaire historique des SCUM, continuera aussi à apporter son soutien à l'entreprise pour une capacité d'investissement résolument orientée vers l'avenir et cette transition. Ce contexte-là, c'est celui au fond, d'une coopération aussi toujours plus étroite entre nos économies. Et ça ne se limite pas d'ailleurs à ces sujets que je viens d'évoquer, nous sommes de plus en plus présents. Les entreprises françaises, en 2019 et 2020, ont fortement accru leur présence et leurs investissements sur votre sol. 350 entreprises françaises sont implantées en Afrique du Sud. Elles emploient directement 65 000 personnes et vont continuer, même dans ce contexte de crise, à travailler, embaucher et accompagner vos projets de croissance. Mais notre idée est aussi de faire plus en termes de formation professionnelle. C'est pourquoi plusieurs acteurs français se sont engagés en la matière. Schneider Electric, qui va former plusieurs milliers d'électriciens d'ici 5 ans. Alstom, qui s'est engagé à former 19 000 Sud-Africains et nos entreprises, lance cet après-midi une initiative baptisée French Skills pour aider les jeunes Sud-Africains à conquérir justement de nouvelles opportunités, à acquérir les compétences requises et de la même manière, le programme Trace Académie A également lancé ce jour a pour objectif de contribuer à la formation de 25 millions de jeunes sur le continent. Nous avons aussi une coopération scientifique exceptionnelle. La France va rejoindre l'organisation internationale Square Kilometre Array, un projet de méga télescope, je sais qu'il vous est cher Président, et nous avons, en matière d'archéologie, de climatologie, d'océanographie, de sciences médicales et autres, des coopérations que nous continuons de renforcer.

Dans le cadre de ces coopérations, permettez-moi aussi d'évoquer notre coopération culturelle. En effet, nous avons lancé la saison Africa2020, qui durera en France jusqu'en septembre prochain et qui a mobilisé beaucoup d'artistes, de créateurs sud-africains par un très gros travail, mais nous allons continuer sur ce sujet, vraiment de mobiliser à la fois la jeunesse, les artistes en particulier avec la perspective du sommet de Montpellier, parce que, il y a ici des talents auxquels nous sommes extrêmement attachés et qui, je crois, sont à être mieux à la fois, à être mieux connus en France, mais qui nous aideront aussi à nouer ce partenariat humain beaucoup plus fort.

Enfin, le dernier pilier que nous voulons développer, c'est celui d'une association étroite pour régler les crises régionales. On a évoqué avec la première question sur le Mozambique, mais notre volonté de développer en commun des éléments de réponse parce que la philosophie qui est la mienne depuis 4 ans, c'est de considérer que la France est amie de l'Afrique. Un problème africain est un problème de la France. Mais nous devons tous comprendre qu'aucun problème ne se règle quand on ne respecte pas la souveraineté d'un État et quand on n'essaie pas d'abord de trouver une solution régionale à la crise. Et donc, le cœur de notre réponse a toujours été de venir en soutien, en assistance et à la demande des États, de leurs instances régionales et de l'Union africaine. Et c'est dans cet esprit-là que nous voulons travailler ensemble sur les prochains mois, sur la situation du Mozambique, mais toutes les autres qui partent du sens avec cette idée, justement, de construire cet

du Mozambique, mais toutes les autres qui porteront du sens avec cette idée, justement, de construire cet espace de paix et de stabilité. Merci beaucoup.